

L'agriculture dans la crise de 1929

Gérard Béaur

DANS **LE MOUVEMENT SOCIAL** 2021/4 N° 277 , PAGES 35 À 49
ÉDITIONS **PRESSES DE SCIENCES PO**

ISSN 0027-2671

ISBN 9782724636840

DOI 10.3917/lms1.277.0035

Date de mise en ligne : 23/02/2022

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-le-mouvement-social-2021-4-page-35?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

L'agriculture dans la crise de 1929

Gérard Béaur

Centre de recherches historiques
(UMR 8558, EHESS-CNRS)

La crise de 1929 a longtemps été pensée comme un accident boursier lié à une bulle financière qui aurait dégénéré en crise bancaire, puis en crise industrielle, enfin en crise économique systémique, totale. C'est bien ainsi qu'elle a été communément interprétée et qu'elle nous a été enseignée.

Au-delà de l'événement, cependant, on en a très vite cherché les causes profondes. Les explications, nombreuses, ont fleuri, toutes aussi pertinentes et discutées les unes que les autres¹ : spéculation et imprudence financière, endettement des ménages, politique monétaire fautive, faiblesse de l'innovation, insuffisance de la demande liée à une concentration excessive de la richesse, inaction gouvernementale avant le New Deal²... Nous n'allons pas les détailler une à une ici car tel n'est pas l'esprit de cet article. Jacques Brasseul en a énuméré une bonne dizaine qui, toutes, à juste titre, ont des racines monétaires ou financières. Encore récemment, une « fuite vers la sécurité » de la part des banques a été pointée du doigt pour expliquer la crise du crédit aux entreprises et le freinage des investissements³. Dans ce dernier processus, un point important serait à souligner : l'impact des facteurs psychologiques dans les anticipations des acteurs.

Cela dit, quel a été le rôle de l'agriculture dans la genèse de cette crise ? Est-elle réellement hors cadre ? Certes, chacun sait bien que les prix agricoles se sont effondrés et que cette baisse a eu des effets dévastateurs dans les campagnes. Personne ne peut ignorer la situation désastreuse des populations rurales et le roman de John Steinbeck, *Les Raisins de la colère*, en 1939, a éclairé le drame des fermiers ou métayers américains. Dans l'entre-deux-guerres en France, la littérature fut aussi abondante sur cette crise et sur les remèdes qu'il aurait été souhaitable de lui appliquer. Cependant, cet intérêt s'estompa après la Seconde Guerre mondiale. Les historiens Alain Chatriot et Édouard Lynch ont souligné que « la période de l'entre-deux-guerres est [également] caractérisée par un faible intérêt pour l'étude des sociétés rurales, dont l'exploration est longtemps laissée à des chercheurs anglo-saxons⁴ ». Lorsque cet épisode pourtant marquant de l'histoire de l'agriculture est évoqué, tout se passe comme s'il n'était à tout prendre qu'un

1. Pour une présentation de la crise, J. Heffer, *La Grande Dépression. Les États-Unis en crise, 1929-1933*, Paris, Gallimard, 1976. Plus récemment, P.-C. Hautcœur, *La crise de 1929*, Paris, La Découverte, 2009.

2. J. Brasseul, *Histoire des faits économiques. Tome 3 : De la Grande Guerre au 11 septembre*, Paris, Armand Colin, 2003.

3. P. Baubeau, É. Monnet, A. Riva et S. Ungaro, « Fuite vers la sécurité et effondrement du crédit. Une nouvelle histoire de la crise bancaire en France pendant la Grande Dépression », Document de travail n° 698, Banque de France, 2018.

4. A. Chatriot et É. Lynch, « Introduction », in A. Chatriot, E. Leblanc et É. Lynch (dir.), *Organiser les marchés agricoles. Le temps des fondateurs*, Paris, Armand Colin, 2012, p. 11.

simple effet collatéral de la Grande Crise qui affecta l'économie essentiellement dans les usines, les commerces et les banques. À la limite, la crise agricole figure, le plus souvent, comme un phénomène marginal, comme si elle n'avait qu'une relation lointaine avec la dépression économique qui frappa le monde, comme si elle possédait une relative autonomie ou n'était que la conséquence d'un climat délétère. Au mieux, elle n'aurait fait qu'accompagner l'effondrement de l'économie mondiale.

Assez récemment pourtant, Joseph Stiglitz et plusieurs coauteurs ont proposé d'inverser la causalité⁵. La crise économique serait aussi sortie de la crise de l'agriculture qui sévit aux États-Unis à la fin des années 1920. Dans un parallèle hardi avec la crise de 2008, ils proposent un autre modèle. Au-delà du choc boursier, plus ou moins équivalent aux effets délétères des *subprimes*, ils placent la crise agricole au cœur de leur analyse, affirmant qu'elle a « libéré » un flot de personnes dorénavant sans emploi et que l'inadaptation de cette offre de travail aux métiers proposés par l'industrie a rendu possible un tel séisme. Le parallèle avec la crise de 2008 qui a éjecté du marché du travail une main-d'œuvre issue cette fois du secteur secondaire, difficile à réorienter vers le tertiaire, était assumé. Autrement dit, l'agriculture n'a pas été un appendice fortuit de la Grande Crise mais au moins l'une, si ce n'est *la* condition qui l'a rendue possible⁶.

Ce renversement est suffisamment nouveau en France pour qu'on s'y arrête. Certes, la profondeur de la crise agricole est assez bien documentée dans notre pays, mais elle est généralement vite évacuée pour revenir aux phénomènes qui ont été évoqués précédemment. Même Jacques Marseille, qui avait rappelé l'incidence de la chute des prix agricoles dans un article paru en 1980⁷, ne lui consacre qu'une petite page. Il n'en fait qu'un compagnon de voyage et se hâte de se détourner vers d'autres facteurs explicatifs. Pourtant, à l'étranger, le débat a fait rage pour attribuer ou non une responsabilité au secteur agricole dans la genèse de cette crise. Dès 1949, William Arthur Lewis affirmait que la chute des prix agricoles, celle de la valeur des biens fonciers et la banqueroute des fermiers, étaient à l'origine des faillites bancaires⁸. Il était rejoint sur ce dernier point, un quart de siècle plus tard, par Peter Temin, qui remettait en question le primat des causes monétaires pour redonner un rôle de premier plan aux aléas de l'agriculture⁹. Plus récemment, Jakob B. Madsen renchérisait en attribuant à cette chute des prix agricoles le déclin de la consommation et de l'investissement¹⁰.

Cette convergence d'interprétation fut, cependant, sévèrement remise en cause par Giovanni Federico, qui se refuse à conclure à la « culpabilité » de l'agriculture

5. M. Gallegati, B. C. Greenwald, A. Russo et J. E. Stiglitz, « Mobility Constraints, Productivity Trends, and Extended Crises », *Journal of Economic Behavior and Organization*, vol. 83, n° 3, 2012, p. 375-393.

6. J. E. Stiglitz et L. J. Bilmes, « The Economic Crisis. The Book of Jobs », *Vanity Fair*, janvier 2012.

7. J. Marseille, « Les origines « inopportunes » de la crise de 1929 en France », *Revue économique*, vol. 31, n° 4, 1980, p. 648-684.

8. W. A. Lewis, *Economic Survey, 1919-1939*, Londres, George Allen and Unwin, 1949.

9. P. Temin, *Did Monetary Forces Cause the Great Depression?*, New York, Norton, 1976.

10. J. B. Madsen, « Agricultural Crises and the International Transmission of the Great Depression », *The Journal of Economic History*, vol. 61, n° 2, 2001, p. 327-365.

dans la genèse de la Grande Dépression¹¹. En aucun cas les fermiers n'auraient été responsables d'un déséquilibre entre l'offre et la demande par une surproduction relative face à la demande solvable, pas plus que le secteur agricole n'aurait entraîné la débâcle du secteur bancaire, par effet de capillarité, en raison des cessations de paiements des fermiers.

Alors, que croire et qui croire devant tant de travaux solidement documentés et argumentés ? L'ambition de ce texte n'est nullement de clore ce chapitre et de proposer une version définitive de ce qui s'est réellement passé. Elle est plus modeste. On voudrait simplement essayer de tirer le fil de cette histoire et remettre l'agriculture au cœur de cette question complexe, en apportant des éléments de réflexion. La grande conférence internationale organisée à Ancône (Italie) du 17 au 19 décembre 2015 pour revisiter les crises – « Large-scale crises: 1929 vs 2008 » – a, en effet, montré la fécondité des travaux sur la crise de 1929, revenue dans l'agenda des scientifiques « grâce » à la crise de 2008. Mais elle a aussi mis en évidence la retenue ou la timidité des historiens, et tout spécialement des historiens du rural, à l'égard de cette question. C'est cette carence que l'on voudrait contribuer à combler.

Cet article reprend quelques-uns des faits énoncés et des hypothèses avancées lors d'une conférence plénière de cette rencontre : « Agricultural crises as a key explanation for general economic crises in the long run. From Keynes to Labrousse and Boisguilbert or from 1929 back to 1789 and 1680 » (« Les crises agricoles comme facteurs clés des crises économiques dans le long terme. De Keynes à Labrousse et Boisguilbert ou un retour de 1929 à 1789 et 1680 »). Ils y sont tels qu'ils ont été repris, amendés, discutés et complétés à deux reprises, au cours des sessions organisées sur ce thème avec Francesco Chiapparino, lors de la conférence de l'Eurho (European Rural History Organisation) à Louvain en 2017 et au WEHC (World Economic History Congress) de Boston en 2018¹². Dans cette nouvelle version, on se propose de se focaliser sur la crise de 1929 elle-même, en se fondant en priorité sur les États-Unis, parce qu'ils représentent un cas extrême, mais aussi parce qu'on a pu s'appuyer sur les statistiques impressionnantes rassemblées annuellement par l'administration américaine. Des volumes de plusieurs centaines de pages sont en effet édités chaque année et constellés de centaines de tableaux¹³. On confrontera ces données avec celles de trois pays qui ont leur spécificité et pour lesquels on possède également de très bonnes statistiques, même si elles sont moins abondantes : la France, l'Italie et le Royaume-Uni¹⁴.

11. G. Federico, « Not Guilty? Agriculture in the 1920s and the Great Depression », *The Journal of Economic History*, vol. 65, n° 4, 2005, p. 949-976.

12. La publication des textes de ces deux rencontres est prévue chez Routledge, sous la direction des deux organisateurs, Gérard Béaur et Francesco Chiapparino.

13. United States Department of Agriculture (USDA), Agricultural Statistics. Ces volumes, édités à partir de 1936, comprennent des données rétrospectives, remontant souvent jusqu'à la guerre de Sécession. Toutes les données utilisées pour les États-Unis proviennent de cette source, d'une richesse incomparable, mise en ligne par le ministère de l'Agriculture des États-Unis. Ont été consultés les volumes de 1936 à 1941 et celui de 1949. On a privilégié l'année 1941 qui donne des statistiques rétrospectives longues, mais on a eu recours aussi aux années antérieures.

14. Les données pour la France proviennent de : Insee, Direction de la statistique générale, *Annuaire statistique*, vol. 57 – 1946, Paris, Imprimerie nationale, 1947 (en ligne sur Gallica). Pour l'Italie, Istituto Centrale di Statistica (ICS), *Sommario di Statistiche Storiche dell'Italia, 1861-1965*, Rome, 1968, en ligne. Enfin, pour le Royaume-Uni, les données publiées par Paul Brassley dans les articles cités sont tirées de : Ministry of Agriculture, Fisheries and Food (MAFF), *A Century of Agricultural Statistics, 1866-1966*, 1968.

Nous voudrions apporter une réponse à deux questions disjointes, trop souvent confondues par l'historiographie : l'agriculture a-t-elle contribué à l'émergence de la Grande Dépression ? A-t-elle exacerbé la crise pendant les années 1930 ? Pour alimenter ce débat, on procédera en trois temps. On montrera l'ampleur de la crise dans une première phase. Puis, dans une deuxième phase, on en évaluera l'impact sur les fermiers américains et les agriculteurs des autres pays. Enfin, on essaiera d'en mesurer les retours sur les autres secteurs économiques.

La violence de la crise agricole

Aux États-Unis, les statistiques annuelles attestent que le prix des denrées agricoles s'est littéralement effondré à partir de 1930. On se concentrera sur quelques produits phares, en sachant qu'on pourrait aisément argumenter autour d'un large spectre d'autres productions.

En deux ans, le cours du blé, mais aussi ceux du maïs et du coton, chutent de plus de 50 % tandis que le prix de la viande de bœuf plonge également. Le même effondrement a lieu en France pour le blé qui n'atteint plus en 1932 qu'environ le tiers de sa valeur de 1929¹⁵. En Italie, pendant ce laps de temps, le recul est plus modeste¹⁶ et au Royaume-Uni la baisse se limite à quelque 25 %¹⁷. La convergence est donc réelle puisque partout les prix reculent, mais elle est aussi relative. À première vue, l'ampleur de la crise est inégale.

Sur une période plus longue, malgré des profils différents, au bout du compte, la tendance est globalement assez similaire. Aux États-Unis, après le pic de la fin de la Première Guerre mondiale, où le prix du blé atteint des valeurs extrêmement élevées, une première chute, brutale, de l'ordre de 50 %, se produit dès 1921. Après un rebond éphémère en 1924-1925, une retombée intervient dès 1926 et, en 1929, à l'orée de la crise, les niveaux de prix parviennent tout juste à atteindre les niveaux bas de 1921-1922. Le coton suit à peu près la même trajectoire avec un léger décalage dans le temps. Le maïs résiste beaucoup mieux et reste à un prix élevé jusqu'au déclenchement de la dépression. Quant à la viande de bœuf, elle affiche, elle aussi, et davantage encore, des cours en hausse jusqu'au seuil de la crise, avant de chuter encore plus lourdement, mais seulement après 1929¹⁸.

En France, l'allure de la courbe du prix du blé ressemble étrangement à celle des États-Unis, avec des amplitudes plus fortes : une rechute de l'ordre de 30 % en 1921, suivie d'une montée jusqu'en 1926, avant un repli jusqu'en 1931 et une sévère dégringolade au cours des années suivantes¹⁹. Le blé n'est pas le seul à souffrir.

15. Insee, *Annuaire statistique...*, *op. cit.*, « Résumé rétrospectif. Agriculture, Forêts, Pêche », tableau II, « Froment, seigle, avoine », p. 80.

16. ICS, *Sommario...*, *op. cit.*, « Prezzi, Prezzi all'ingrosso », tableau 88, « Prodotti agricoli e foresali », p. 110.

17. P. Brassley, « Output and Technical Change in Twentieth-Century British Agriculture », *The Agricultural History Review*, vol. 48, n° 1, 2000, p. 60-84. La recherche a été menée à partir des données du MAFI, 1968, p. 85.

18. USDA, 1941, tableau 1, p. 10 (blé) ; tableau 49, p. 64 (maïs) ; tableau 151, p. 117 (coton) ; tableau 552, p. 409 (bœuf).

19. Insee, *Annuaire statistique...*, *op. cit.*, « Résumé rétrospectif. Agriculture, Forêts, Pêche », tableau II, « Froment, seigle, avoine », p. 80.

Très tôt, le retournement de conjoncture est manifeste partout et pour tous les produits. Dès 1926, dans le nord de la France, les cours de la pomme de terre et de la betterave sucrière s'affaissent. L'année suivante, c'est le tour du lin, et le blé, comme on le sait, ne fut pas en reste²⁰. À partir de 1929, la betterave les rejoint dans leur chute.

En Italie, le profil est à peu de chose près identique jusqu'à la crise, mais il diffère après son déclenchement. C'est plutôt une sorte de langueur qui semble frapper le blé italien pendant toutes les années 1930 et, ici aussi, les autres productions sont affectées²¹. Dès 1927, l'huile d'olive amorce une lente glissade qui l'emmène à la moitié de son cours antérieur en 1932, et bien en dessous en 1933. Le vin connaît le même sort et atteint son point bas en 1933 : il ne vaut plus qu'à peine le tiers de son prix de 1926 et 1928, et un peu plus du quart du sommet de 1927. Le cours des oranges commence également sa dégringolade en 1928 pour tomber approximativement au tiers de sa valeur de 1927 en 1933, l'année terrible. Seul le citron résiste avant de céder brutalement en 1932 et 1933. Enfin, l'Angleterre suit un cours beaucoup plus singulier. Les prix ne cessent de descendre tout au long de l'entre-deux-guerres, malgré un léger rebond au milieu des années 1920²². En 1929, ils ne dépassent que de peu 50 % de leur niveau de 1921 et ils descendent au tiers de 1921 au début des années 1930 !

En résumé, malgré des parcours spécifiques, le bilan est identique. Depuis 1925 environ, les cours ne font que baisser partout pour le blé (et le coton aux États-Unis), avant de s'effondrer pendant la crise. En première analyse, on peut donc se risquer à en déduire que la crise agricole a accompagné la crise générale de l'économie, mais aussi qu'elle l'a précédée. À moins d'y voir une coïncidence, il est difficile de la dédouaner d'emblée, sans examen, de sa responsabilité dans le déclenchement de la Grande Dépression, même si corrélation ne vaut pas explication. Les prix remontent certes doucement ensuite, mais les traces de cette catastrophe ne peuvent être légères pour les producteurs.

Une telle évolution pose deux séries de questions pour lesquelles la réponse n'est pas simple.

La première tient dans la recherche des raisons de cette chute. Y avait-il réellement surproduction et déséquilibre entre l'offre et la demande ? On a vu que les historiens ne s'accordent pas sur cette explication. Pourtant, si l'on prend pour cible la récolte de blé aux États-Unis, on remarque certes qu'on ne retrouve pas les hauts niveaux de l'immédiat après-guerre, mais après les basses eaux de 1925, le volume produit s'oriente résolument à la hausse²³. En 1927 et 1928, on approche le record de 1919 et on bat celui de 1918. On dira que cela ne saurait suffire à parler de surproduction, mais il y a une différence de taille. Les exportations qui atteignent alors 30 % de la production et plus, n'en absorbent plus que 21,8 % en 1927 et 15,6 % en 1928, laissant une fraction plus importante sur le marché américain²⁴.

20. M. Thomas et F. Kimpe-Geeraert, « Les aspects agricoles de la crise économique de 1929 dans le Nord », *Revue du Nord*, vol. 52, n° 205, 1970, p. 251-253.

21. ICS, *Sommario...*, *op. cit.*, tableau 88, « Prodotti agricoli e foresali », p. 110-111.

22. P. Brassley, « Output and Technical Change... », art. cité.

23. USDA, 1941, tableau 1, p. 10.

24. *Ibid.*

Ce fut bien pire dans les années 1930. Le niveau des exportations de blé tombe à un niveau très bas, quasiment à 0 en 1934. Le coton connaît le même sort²⁵. Lui aussi représente un produit sensible à la demande extérieure. Si sa production fluctue assez peu, la part des exportations s'effondre bien avant la crise. À l'inverse, le maïs reste un produit réservé à la consommation intérieure : exporté à hauteur de 6 % de la production en 1921, il ne dépend quasiment plus des ventes extérieures par la suite, avec des taux inférieurs à 1 % (rien à voir avec les volumes exportés d'Argentine)²⁶. Le même constat peut être fait pour le bœuf, lui aussi largement orienté vers le marché domestique, mais avec des exportations tirées par une demande mondiale soutenue avant 1929 et en chute libre avec la crise²⁷. Autrement dit, on ne peut rien comprendre à la fluctuation du cours d'un produit largement intégré dans le marché mondial en gardant un œil myope sur le marché intérieur. La surproduction provient en grande partie d'un déséquilibre au niveau international pour le blé, mais aussi pour le coton.

Il resterait à expliquer la chute des exportations américaines pour ces deux produits clés. Pour le coton, dont les prix ont amorcé leur courbe descendante il y a plusieurs décennies (avec quelques répit), la concurrence de pays « neufs » (Inde et Égypte en particulier, pour lesquelles les statistiques américaines fournissent aussi bien les données²⁸) et des textiles artificiels peuvent constituer une explication suffisante. Pour le blé américain, on peut invoquer trois facteurs. Le premier est l'effort productif accompli par les pays dépendant à l'origine des importations américaines après les difficultés d'approvisionnement de la guerre et les destructions que cette dernière avait occasionnées dans des zones de production céréalière (la France). Le deuxième est le « retour » de l'URSS sur le marché céréalière après l'éclipse de la période révolutionnaire pendant les années 1918-1921²⁹. Le troisième est l'appel de nouveaux fournisseurs, et en particulier la dégringolade des importations britanniques dans la mesure où s'impose progressivement, dès le milieu des années 1920, ce qui allait devenir la préférence impériale.

La réorientation des flux par ce pays à partir des dominions est en effet radicale. Si les blés (et la farine) américains représentent 37,9 % des importations britanniques en 1922 contre 44,6 % pour l'Empire, ils n'atteignent plus que 20,6 % contre 37,6 % en 1929 et... 0,1 % contre 67,5 % en 1933³⁰ ! On comprend mieux alors la singularité britannique dans l'entre-deux-guerres. Un pays résolument importateur de blé n'a ressenti qu'indirectement les soubresauts du marché mondial dans la mesure où il dépendait des termes de l'échange avec ses fournisseurs et du choix de ses réseaux d'approvisionnement. Ayant depuis longtemps consenti à faire le sacrifice de son agriculture en ouvrant largement ses frontières aux importations, il n'a connu aucune rémission et le mouvement des prix s'est inscrit dans un processus

25. *Ibid.*, tableau 151, p. 117.

26. *Ibid.*, tableau 49, p. 48 et tableau 71, p. 64.

27. *Ibid.*, tableau 551, p. 408.

28. *Ibid.*, tableau 143, p. 119.

29. *Ibid.*, tableau 5, p. 15.

30. P. Brassley, « The 1929 Crisis From the Perspective of a Food-Importing Country: The United Kingdom, 1928-35 », in G. Béaur et F. Chiapparino (dir.), *Agriculture and the Great Depression*, Londres, Routledge, à paraître.

de longue durée. De ce fait, le coût des importations britanniques a rapidement décliné avec la baisse des cours mondiaux pendant les années 1930³¹.

Les marchés français et italiens ne sont pas aussi dépendants des achats extérieurs. Les deux pays sont certes, respectivement, quatrième et troisième importateurs de blé américain de 1925 à 1929, mais avec des volumes, respectivement, trois et quatre fois inférieurs à ceux du Royaume-Uni³². En France, les producteurs n'en subissent pas moins une baisse des prix sur le marché intérieur, accélérée par de trop bonnes récoltes et par l'ouverture au marché mondial, entendons américain. Cette baisse n'a pas grand-chose à envier à celle des États-Unis, jusqu'au frein brutal mis aux importations de céréales au cours des années 1930. En Italie, le processus est plus difficile à analyser en raison de la Bataille du blé engagée par le gouvernement fasciste dès 1925.

On pourrait donc conclure que, dès 1925-1926, certains secteurs clés de l'agriculture américaine, mais aussi des agricultures française et italienne, se trouvent déjà engagés dans une spirale de baisse. Mais, arrivé à ce point, une deuxième question se pose. Cette phase de dépression ainsi documentée n'est-elle rien d'autre qu'un artefact ? La baisse des prix est-elle simplement un rattrapage après une envolée circonstancielle ? Il est vrai qu'on était parti d'un point haut après la Première Guerre mondiale, mais cela suffit-il à se contenter de cette interprétation ? D'un point de vue strictement « macro », sans doute, mais il y a peu de chances que les fermiers raisonnent ainsi. Leur horizon d'attente s'accommode mal d'un repli durable des cours, même après le premier décrochement de 1921-1922, puis le second de 1925-1926, surtout avec la lueur d'espoir qui sépare les deux phases. La séquence de prix hauts du tournant des années 1920 explique qu'ils aient anticipé un autre destin, alors que les cours restaient désespérément bas au cours des années suivantes. L'importance de leurs investissements en témoigne.

Les mesures prises par les gouvernements pour juguler la crise concernent aussi et même surtout le secteur agricole. Elles sont actées essentiellement dans les années 1930, même si le signal d'alarme a retenti bien avant, ce qui atteste l'antériorité du malaise. Ainsi, en France, la création de l'Office national du blé par le gouvernement du Front populaire en 1936 arrête l'hémorragie, mais est précédée de nombreuses tentatives dès le milieu des années 1920³³. Aux États-Unis, ce n'est que plus tardivement que le gouvernement réagit. La politique du New Deal, et en particulier l'AAA (Agricultural Adjustment Act), atténue la crise et les cours se redressent³⁴. Ils retrouvent plus ou moins leur niveau antérieur à partir du milieu des années 1930, sans toutefois annuler totalement les effets néfastes de la dépression. Il reste que la situation des agriculteurs ne s'est pas pour autant totalement rétablie à la veille de la Seconde Guerre mondiale, quand elle n'empire pas.

31. *Ibid.*

32. USDA, 1941, tableau 26, p. 32.

33. A. Chatriot, *La politique du blé. Crises et régulation d'un marché dans la France de l'entre-deux-guerres*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2016.

34. Sur le New Deal, les références sont nombreuses. Voir par exemple E. Rauchway, *The Great Depression and the New Deal. A Very Short Introduction*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2008, p. 72-87.

La détresse des acteurs

Les données relatives aux revenus des exploitants sont sans appel. Partout, les recettes chutent lourdement. Aux États-Unis, les statistiques, particulièrement riches, permettent de quantifier cette perte de pouvoir d'achat. Après l'euphorie des années 1918-1920, la retombée est brutale. Bien que supérieur à celui d'avant-guerre, le revenu monétaire par ferme issu de la commercialisation de ses produits (*cash income from farm marketings per farm*), une fois exprimé en dollars, recule d'un bon tiers³⁵. Même s'il remonte progressivement, il ne parvient jamais à retrouver les hauts niveaux de 1918-1920 au cours des années suivantes. Puis il s'écroule en trois temps à la moitié de sa valeur de 1929 et au tiers de celle de 1919 en 1932 ! Au Royaume-Uni, le revenu net par ferme s'effondre, lui, des deux tiers dès 1924-1929 par rapport au point haut de 1920-1922 et ne remonte qu'en 1935-1939. Le doublement qui intervient alors ne lui permet pas d'aller au-delà des deux tiers du niveau de départ³⁶.

Parallèlement, les dépenses en équipement et en fonctionnement restent élevées. Là encore, les statistiques américaines permettent de quantifier le niveau d'investissement. Que ce soit en engrais ou en machinerie (tracteurs, moissonneuses...), celui-ci reste élevé tout au long de la décennie 1920. La valeur des tracteurs et des autres machines vendus aux exploitants grimpe rapidement au cours de la période qui précède la crise³⁷. Les engrais sont de plus en plus massivement utilisés, même si les dépenses afférentes stagnent en deçà de ce qu'elles ont été dans la période euphorique de la fin de guerre³⁸. À partir de 1929, le vent tourne. Avec des effets de yo-yo qui montrent les attermoissements des fermiers, la valeur des achats de machines agricoles et de tracteurs cesse de monter. Elle s'affaïsse en 1930 et s'écroule en 1931. Les dépenses en outillage, conçues de manière globale, en hausse quasi constante jusque-là, se contractent rapidement³⁹. La consommation d'engrais, exprimée en tonnage, qui n'a cessé de s'amplifier au cours des années 1920, fléchit également d'un quart en 1931, puis de moitié en 1932, et ne remonte que lentement, sans retrouver le niveau de 1929⁴⁰. Bien pire, le coût unitaire de maintenance du matériel s'élève inexorablement en réparations, entretien courant, essence, etc., laminant ainsi le profit⁴¹.

On comprend que, dans de telles conditions, les fermiers américains durent emprunter massivement dans les années 1920⁴². L'encours de la dette hypothécaire américaine progresse régulièrement depuis le début de nos statistiques en 1910, avant de s'envoler pendant la guerre et d'atteindre un sommet en 1923-1924. Il avait quasiment triplé en une dizaine d'années. Parallèlement, les prêts non hypothécaires

35. USDA, 1941, tableau 685, p. 554.

36. P. Brassley, « Agricultural Output, Costs and Incomes in the United Kingdom, 1919-1940 », in J.-M. Chevet et G. Béaur (dir.), *Measuring Agricultural Growth. Land and Labour Productivity in Western Europe from the Middle Ages to the Twentieth Century (England, France and Spain)*, Turnhout, Brepols, 2014, p. 181-191.

37. USDA, 1941, tableau 696, p. 566.

38. USDA, 1936, tableau 444, p. 338.

39. *Ibid.*

40. *Ibid.*, tableau 511, p. 397 et tableau 814, p. 697.

41. *Ibid.*, tableau 444, p. 338.

42. *Ibid.*, tableau 719, p. 593.

grimpe. La dégrise est lente et n'est pas forcément le signe d'une amélioration de la situation des débiteurs. Bien au contraire, elle signifie plus probablement le tarissement des flux de crédit en raison des faillites des banques ou de leur frilosité nouvelle.

Les fermiers ont beaucoup investi en profitant de l'euphorie née de la montée des prix pendant et surtout dans l'immédiat après-guerre. La chute des cours les prend au dépourvu et la descente aux enfers du prix du foncier, gage de ces emprunts hypothécaires, fait le reste. Aux États-Unis, le prix de la terre, qui n'a cessé de grimper à partir de la Première Guerre mondiale, en doublant largement de 1916 à 1919, retombe brutalement en 1920⁴³. Il se stabilise plus ou moins pendant toute la décennie, mais à un niveau d'un tiers inférieur à celui qu'il avait atteint de manière éphémère. Avec l'éclatement de la crise, il s'effondre. En 1932, il a perdu environ 40 % de sa valeur de 1929 et près de la moitié de celle des années 1920.

Les conséquences sont dramatiques. Le nombre de faillites s'envole⁴⁴. S'il oscille grossièrement entre 1 000 et 2 000 par an pendant les années 1910, il bondit à plus de 3 000 en 1922, approche les 6 000 en 1923, les 8 000 de 1924 à 1926, avant de redescendre doucement vers les 5 000 à partir de 1927 et de rester à ce haut niveau les années suivantes. Nous ne connaissons malheureusement pas le nombre de ventes forcées avant 1930, mais ce que l'on peut lire dans les statistiques américaines, c'est son décollage à partir de cette date⁴⁵. En trois ans, il atteint 2,5 fois le chiffre initial avant de retrouver des eaux plus calmes à partir de 1936.

La diminution de l'encours des crédits hypothécaires signifie tout autant la baisse de la capacité d'emprunt des agriculteurs que la fermeture du robinet de crédit qui alimente leurs finances⁴⁶. Les défaillances successives des exploitations assomment le secteur bancaire. Les banques locales, confrontées à l'impossibilité de recouvrer les prêts consentis, même en cas de saisie, avec la baisse du foncier, font faillite. Le réseau bancaire est terriblement sinistré. On estime que, selon les données américaines du ministère de l'Agriculture, 11 000 banques ont disparu, tarissant ainsi le flux de crédits dont l'agriculture avait désespérément besoin, avec les répercussions que l'on devine sur l'ensemble du secteur. Ce point a d'ailleurs bien été mis en valeur par Giovanni Federico et par Jakob B. Madsen⁴⁷. Giovanni Federico a rappelé que Clifford Thies et Daniel Gerlowski ont montré que ces faillites bancaires étaient étroitement corrélées avec l'importance des prêts hypothécaires, mais aussi avec les faillites et la chute du prix de la terre pour 1927-1929 et 1930-1932⁴⁸. Ils ont aussi souligné que ce n'était pas le cas dans les années précédentes.

Nous n'avons pas rassemblé autant de données pour les trois autres pays qui nous ont servi jusqu'ici de points de référence. Il en ressort néanmoins que partout le prix de la terre recule en valeur réelle. Au Royaume-Uni, après avoir stagné en valeur nominale, il amorce sa descente dès 1926, pour tomber de près d'un tiers en

43. *Ibid.*, tableau 710, p. 583.

44. *Ibid.*, tableau 711, p. 584.

45. *Ibid.*

46. *Ibid.*, tableau 719, p. 593.

47. J. B. Madsen, « Agricultural Crises... », art. cité et G. Federico, « Not Guilty?... », art. cité.

48. *Ibid.* ; C. Thies et D. Gerlowski, « Bank Capital and Bank Failure, 1921-1932. Testing the White Hypothesis », *The Journal of Economic History*, vol. 53, n° 4, 1993, p. 908-914.

1929⁴⁹. En France, en revanche, on sait que la valeur des terres a beaucoup progressé entre 1913 et 1930. Les données relatives aux terres labourables issues des enquêtes du ministère des Finances et du ministère de l'Agriculture, reprises par Michel Dumant, montrent une progression très rapide de 1 700 à 5 500 francs. Les mêmes calculs pour 1936 indiquent une retombée brutale à 3 000 francs, ce qui ne manque pas de poser les mêmes problèmes de solvabilité qu'aux États-Unis⁵⁰. En Italie, le nombre des défauts de paiement se multiplie dans les années 1930, le nombre de saisies tout autant et les ventes judiciaires assorties d'expropriations encore plus puisqu'elles décuplèrent ! Encore ne savons-nous rien des ventes de terres « volontaires » consenties pour solder des dettes ou essayer d'apurer les comptes⁵¹.

L'effet boule de neige

On comprend que les fermiers se retrouvent étranglés par la baisse, insidieuse, puis rapide et spectaculaire, des cours et par la dégradation de la valeur de leurs garanties foncières. Ce processus s'amorce dès les années 1920, même s'il s'accélère de beaucoup à partir de 1929. Or, ces difficultés sont ressenties par beaucoup de monde. Si, en Angleterre, le nombre d'exploitants concernés est relativement faible et si, par tant, l'impact est peut-être moins fort pour son économie dans son ensemble, dans les trois autres pays le nombre de personnes impliquées est encore considérable dans l'entre-deux-guerres. En Angleterre, la proportion de la population agricole dans la population active est bien inférieure à 10 % avec seulement quelque 907 000 travailleurs dans l'agriculture (fermiers exclus)⁵², alors qu'en France, avec 6 millions d'actifs permanents (plus la main-d'œuvre temporaire), elle atteint 40 %⁵³ et, en Italie, plus de 50 % en 1931⁵⁴. Même aux États-Unis, sur 120 millions d'Américains, 30 millions environ étaient décomptés comme représentants de la « *Farm population*⁵⁵ ». Autrement dit, si l'Angleterre ne sort pas indemne de l'épreuve, la crise de l'économie anglaise a d'autres racines bien connues que l'on ne rappellera pas ici. Il en va tout autrement, quoique à des degrés divers, dans les trois autres pays.

Les fermiers subirent en effet partout une baisse de pouvoir d'achat considérable pendant l'entre-deux-guerres, qui ne cesse de s'accroître au fil des années.

49. Chiffres tirés de D. K. Britton, « The Sale Value of Farm Land Between the Wars », *The Farm Economist*, vol. 6, n° 1, 1949, p. 125-133 et publiés dans la thèse de T. Lloyd, « Present Value Models of Agricultural Land Prices in England and Wales », PhD thesis, University of Nottingham, 1992, appendix A11, table A5, en ligne.

50. M. Dumant, *Ce que vaut la terre en France. Valeur vénale et valeur locative*, Paris, Hachette, 1962, p. 194-195. Voir aussi P. Caziot, *La valeur de la terre en France. Expertises rurales et forestières*, Paris, Baillière, 1952.

51. ICS, *Sommario...*, *op. cit.*, tableau 40, « Protesti, fallimenti, pignoramenti e vendite giudiziarie », p. 53. La statistique ne recouvre pas uniquement les saisies, ventes judiciaires qui concernent l'agriculture.

52. P. Brassley, « Output and Technical Change... », art. cité.

53. *Statistique agricole de la France publiée par le ministère de l'Agriculture. Résultats généraux de l'enquête de 1929*, Paris, Imprimerie nationale, 1936. Tableau récapitulatif de la main-d'œuvre permanente utilisée dans les exploitations agricoles et viticoles, p. 566-567.

54. ICS, *Sommario...*, *op. cit.*, « Popolazione, Stato della popolazione », tableau 4b, « Popolazione residente attiva e non attiva ai censimenti, Popolazione residente attiva in condizione professionale per settore di attività economica », p. 13.

55. USDA, 1941, tableau 678, p. 545.

Les statistiques américaines ont montré la dégradation des termes de l'échange. Le décalage croissant entre les prix de détail évalués à partir d'un panier de cinquante-huit biens de consommation alimentaires et les prix de vente à la ferme est sans appel (« *farm-to-retail price spreads for 58 foods combined* »)⁵⁶. Giovanni Federico l'a bien montré pour la période 1929-1932⁵⁷ mais, en fait, à y regarder de plus près, c'est dès le début des années 1920 que l'écart s'accroît. Alors que les prix de vente à la ferme représentent entre 50 et 60 % des prix de détail dans les années 1910, le pourcentage tombe autour de 45 % dans les années 1920, puis s'effondre jusqu'à 33 % en 1932. Si on élargit la comparaison en prenant en compte non plus les produits alimentaires mais globalement l'ensemble des biens de consommation (« *index numbers of prices paid by farmers. Commodities bought for family maintenance* »)⁵⁸ et qu'on les compare à l'ensemble des revenus générés par la vente des produits agricoles (voir *supra*), on ne peut que partiellement souscrire aux conclusions de Giovanni Federico⁵⁹. L'accord peut se faire aisément sur la dégradation des termes de l'échange à partir de 1929 (une chute d'au moins un tiers au pire moment de la dépression) mais plus difficilement sur la bonne tenue de la période précédente. Jamais le pouvoir d'achat des agriculteurs ne retrouve le niveau de 1910-1913 au cours des années 1920.

Pris ainsi à contre-pied, après les hauts prix de la fin des années 1910, les agriculteurs américains ont dû nécessairement réduire leur consommation, non seulement de produits alimentaires ou de matières premières produites par l'agriculture, mais également de produits manufacturés à partir de 1929. Cette consommation en berne n'a pas pu ne pas affecter le profit des agriculteurs, mais aussi des industriels, et ainsi avoir des effets en retour sur l'emploi. On a vu que les achats d'engrais comme les achats de matériel agricole déclinent avec le déclenchement de la crise. On peut faire le même constat pour la France en considérant la consommation d'azote, d'acide phosphorique et de potasse⁶⁰, tandis que la mécanisation marque également le pas⁶¹. Les conséquences sur l'industrie chimique et mécanique sont faciles à deviner, même s'il n'est pas possible d'en mesurer l'ampleur. Là encore, on peut attendre des résultats peu ou prou similaires dans les autres pays industrialisés.

Les exploitants ne sont pas les seuls accablés. Les salaires agricoles qui se maintiennent tant bien que mal, et plutôt mal que bien, dans les années 1920, descendent brusquement après 1929⁶². Même les propriétaires rentiers ne sont pas épargnés en raison de la baisse de la rente foncière⁶³. Il n'y a pas de données avant 1929 pour les États-Unis, mais, en deux ans, elle diminue de moitié en valeur réelle. Le même mouvement est repérable au Royaume-Uni⁶⁴. Il est plus mitigé en France. La rente

56. *Ibid.*, tableau 708, p. 582.

57. G. Federico, « Not Guilty?... », art. cité.

58. USDA, 1941, tableau 687, p. 555.

59. G. Federico, « Not Guilty?... », art. cité.

60. A. Sauvy, *Histoire économique de la France entre les deux guerres*, Paris, Fayard, 1965.

61. *Ibid.*

62. USDA, 1941, tableau 692, p. 561.

63. USDA, 1949, tableau 681, p. 633.

64. H. A. Rhee, *The Rent of Agricultural Land in England and Wales, 1870-1946*, Londres, Central Landowners Association, 1949.

a beaucoup augmenté dans l'hexagone depuis le début du siècle. De 1920 à 1931, le taux des fermages a doublé « à mesure de la dévaluation du franc » et « entre 1920 et 1929, il monte beaucoup plus vite que le prix des terres », constate Michel Dumant⁶⁵. Le renversement se produit bien à partir de 1929, en général lors du renouvellement des baux, ce qui ralentit l'effet de baisse pour les propriétaires, mais il est bien difficile de le chiffrer, selon l'auteur. Ce dernier ne donne qu'un exemple : le repli en Limagne de quelque 40 %⁶⁶. Encore raisonne-t-il en valeur nominale : qu'en est-il en valeur réelle ? Il est vrai que, toujours selon le même auteur, le reflux est moins rapide que celui des produits agricoles. Si ce sursis relatif ménage en quelque sorte la trésorerie des exploitants, un tel recul a forcément des conséquences sur la demande de la part des rentiers qui perçoivent des fermages. On peut donc admettre que la baisse de la rente et celle des salaires ont atténué le désarroi des exploitants, mais il est clair que cela n'a pu suffire pour endiguer le marasme dans lequel ils étaient plongés et qui, par osmose, contribua à alimenter la dépression générale de l'économie.

Tous ne sont pas ruinés. Il convient, en effet, de nuancer l'ampleur de cette débâcle. La place nous manque pour utiliser les abondantes statistiques dont on dispose pour discriminer les régions et les producteurs⁶⁷. Certaines régions ont souffert plus que d'autres : les agriculteurs du sud des États-Unis ont par exemple été plus touchés que ceux de la Nouvelle-Angleterre.

Certains producteurs sont plus concernés que d'autres : les céréaliculteurs souffrent plus que les producteurs d'agrumes en Italie, dans un premier temps tout au moins, même si au bout du compte le repli est identique⁶⁸. Les viticulteurs sont davantage pénalisés que les céréaliers en France. Si le blé ne décroche que d'un tiers en 1932 avec une récolte record, et ne chute que de 50 % pour la seule année 1935, les producteurs de vin subissent une décote d'un tiers dès 1931, avant que les cours ne s'écroulent des deux tiers en 1935 par rapport aux niveaux de 1926-1928⁶⁹. Aux États-Unis, les producteurs de coton ou de blé pâtissent plus que les éleveurs. Certains secteurs sont épargnés et même connaissent un essor souvent négligé par l'historiographie, mais qui n'en est pas moins spectaculaire. Ce fut le cas en Grande-Bretagne avec la culture de la betterave, l'élevage porcin, l'élevage des volailles ou la production d'œufs⁷⁰. Les producteurs de pommes de terre et, à un degré moindre, de betteraves souffrent moins dans le nord que les autres⁷¹. Pour être tout à fait juste, il conviendrait d'opérer une distinction en fonction du type d'exploitants. Tous ne sont pas égaux, tous n'affichent pas la même résilience ou ne sombrent pas dans la

65. M. Dumant, *Ce que vaut la terre...*, *op. cit.*, p. 174.

66. *Ibid.*, p. 170.

67. Pour chaque variable, la statistique fournit des données à partir de 1930 pour cinq à neuf groupes d'États américains. Voir par exemple dans USDA, 1941, tableau 719, p. 593 pour les prêts hypothécaires.

68. N. Mignemi, « The Battle of Wheat and Other Fascist Battles in Italian Agriculture (1920s-1930s) », in G. Béaur (dir.), *Alternative Agriculture in Europe (Sixteenth-Twentieth Centuries)*, Turnhout, Brepols, « Rural History in Europe, 16 », 2020, p. 167-191.

69. Insee, *Annuaire statistique...*, *op. cit.*, « Résumé rétrospectif. Agriculture, Forêts, Pêche », tableau II, « Froment, seigle, avoine », p. 80 et tableau VIII, « Vins, cidre, bière », p. 91.

70. P. Brassley, « Agricultural Output... », art. cité, p. 181-191.

71. M. Thomas et F. Kimpe-Geeraert, « Les aspects agricoles... », art. cité.

plus noire misère. Le tableau mériterait en outre d'être nuancé, non seulement en fonction des spécialisations, mais aussi des tailles d'exploitations.

Les historiens qui se sont aventurés sur le terrain que nous avons emprunté, et ils ne sont pas si nombreux, du moins en France, se sont interrogés sur le lien de causalité avec l'émergence de la Grande Dépression, qui secoua l'économie et la société quasiment dans le monde entier dans les années 1930. Leurs réponses ont été mitigées, mais on peut se demander si leur questionnement n'était pas quelque peu ambigu. Cherche-t-on à démontrer que l'agriculture a surenchéri sur la crise économique dans son ensemble et l'a aggravée, auquel cas c'est une relation au cours des années 1930 qu'il faut détecter à l'exclusion de ce qui s'est passé auparavant ? Ou bien veut-on établir qu'elle fut responsable de l'arrivée de cette crise ou tout au moins qu'elle contribua à son émergence, auquel cas il faut analyser ce qui s'est produit dans les années antérieures ? Avec les données dont nous disposons, nous croyons que la première hypothèse est totalement recevable. La convergence des indicateurs issus des sources statistiques américaines, mais aussi britanniques, françaises et italiennes permet de l'établir avec une relative certitude. Pour la seconde hypothèse, les choses sont moins claires. Pourtant, on ne peut nier l'impact de certains faits convergents qui font sens et que, là encore, les données recueillies valident.

Il serait absurde de prétendre que sans le krach boursier la crise aurait eu lieu. En revanche, il est raisonnable de penser que le profond malaise agricole qui précédait la Grande Dépression l'a rendue plus probable. En regardant les données, on mesure combien l'agriculture était « en surchauffe » à la fin des années 1910 et au tout début des années 1920 (frénésie d'investissements, niveau d'endettement rapidement croissant, redémarrage rapide de la production agricole au niveau mondial...). Ici, interviennent des facteurs psychologiques, des anticipations erronées. Comment les fermiers ont-ils pu croire que la prospérité qu'ils venaient de connaître allait durer ou se réinstaller ? C'est dès 1925-1926, et même parfois dès 1922, que les agriculteurs sont à la peine, alors que les cours des produits agricoles commencent à fléchir avant de s'effondrer. Interviennent alors des réactions logiques : pour combattre la chute des cours, le salut ne réside-t-il pas dans un surcroît d'investissement et dans l'augmentation de la production ? De toute façon, avaient-ils le choix ? Comme l'ont noté Michel Thomas et Francine Kimpe-Geeraert, ils ne pouvaient renoncer à produire sans perdre leurs investissements et ils devaient bien essayer de compenser la baisse des cours, soit en poussant les rendements, soit en s'orientant vers une autre production jugée plus rémunératrice. Ils étaient entraînés dans « une fuite en avant », comme l'ont remarqué les deux auteurs. La crise du lin et de la chicorée dans le nord, dans les années précédant la Dépression, ouvre la voie à une reconversion massive vers la betterave et vers l'écroulement du prix de celle-ci dans les années 1930⁷². Autrement dit encore, pour renverser la proposition de Giovanni Federico : « *the condition of American farmers was not terrible, although surely not very good*⁷³ » (la situation des fermiers américains n'était pas si terrible, même si elle n'était certainement pas très bonne) ; on dira que la situation de l'agriculture n'était

72. *Ibid.*

73. G. Federico, « Not Guilty?... », art. cité.

nullement désespérée, mais qu'elle était loin d'être brillante et que tout était en place pour déclencher un cataclysme. Il suffisait d'un déclencheur.

La crise du crédit et les faillites bancaires ont-elles grippé le système ou bien est-ce la surproduction qui a déséquilibré le marché ? Telle est l'alternative proposée judicieusement par Giovanni Federico pour comprendre l'ampleur du désastre... aussitôt récusée pour exonérer l'agriculture de sa responsabilité dans la genèse de la crise (« *not guilty* », titre Giovanni Federico). Nous prétendons ici que les deux causes furent pourtant à l'œuvre. Nous ne reviendrons pas sur la réalité de la première, la crise bancaire sur laquelle les indices sont concordants (forte montée de l'endettement, chute du prix de la terre, faillites...). Nous insisterons sur la seconde, plus difficile à saisir. Pour John Maynard Keynes, c'est le déséquilibre entre l'offre et la demande *solvable* qui se trouve à l'origine de la chute des prix et donc au cœur de la crise⁷⁴. Évidemment, on a beau jeu de rejeter l'idée d'une surproduction de produits agricoles, comprenons de céréales essentiellement, puisque la croissance de cette production fut somme toute limitée. Il ne semble pas, en effet, que le volume de la production ait explosé dans les années 1920. Mais cela disqualifie-t-il l'hypothèse keynésienne ? Sans doute pas, et cela pour deux raisons. La première est la chute des exportations, évoquée précédemment, qui augmenta le produit disponible au-delà de la croissance des rendements. Les pays importateurs se détournèrent, en effet, du blé américain pour des raisons variables : appel à d'autres fournisseurs : Grande-Bretagne vers ses anciennes colonies ; remontée de la production : France ; Bataille du blé précisément pour réduire les achats extérieurs qui déséquilibraient la balance commerciale : Italie. La seconde raison est la volatilité des prix, toujours bien supérieure aux fluctuations des récoltes. Cette surréactivité est connue depuis l'extrême fin du XVII^e siècle, ou plutôt depuis le début du XVIII^e siècle. Elle découle en droite ligne de ce que l'on appelle « la loi de King⁷⁵ ». Rappelons que cette loi, établie par Gregory King et formulée par Charles Davenant un peu plus tard, énonce que les variations de prix sur les produits de première nécessité (le blé) sont bien supérieures aux variations de la récolte en raison de l'inélasticité de la demande. On peut donc avancer que cette loi s'appliquait à l'entre-deux-guerres.

Autrement dit, les deux facteurs conjugués permettent, à notre sens, d'expliquer le profond malaise des années 1920, avant l'effondrement de la décennie suivante. À la différence des crises d'Ancien Régime, si bien documentées par l'historiographie française, beaucoup moins proluxe sur les crises agricoles de la période contemporaine, c'est dorénavant les producteurs qui en pâtissent et non plus les paysans-consommateurs. Il existe cependant un impact différentiel sur l'économie de chaque pays, selon la structure de la population active et selon la structure des exploitations. Si tous les exploitants, et par ricochet l'ensemble du monde rural, ont été touchés dans tous les pays, on comprend que l'effet d'entraînement a été à coup sûr bien moindre en Grande-Bretagne. Certes, la crise est importée par la baisse des prix sur le marché mondial, mais la population qui vit de l'agriculture est extrêmement minoritaire. En revanche, en France et en Italie, les effectifs de cette population

74. J. M. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Paris, Payot, 1968 [1942], traduction de *The General Theory of Employment, Interest, and Money*, Basingstoke, Palgrave-MacMillan, 1936.

75. J.-P. Simonin, « Des premiers énoncés de la loi de King à sa remise en cause. Essais de mesures ou fictions théoriques », *Histoire et Mesure*, vol. 11, n° 3-4, 1996, p. 213-254.

sont incomparablement plus importants et l'effet en retour incomparablement plus fort. Il l'aurait été davantage si l'agriculture avait été aussi capitalistique qu'aux États-Unis.

À tout prendre, la crise agricole de 1929 est bien un cas d'école car elle ressemble à celles que l'Europe a connues au fil des siècles, avec d'autres épisodes de « surproduction » (les années qui précèdent la grande crise de subsistances de 1693-1694, celles qui suivent les *French Wars*, l'ère de dépression qui s'ouvre en 1873 et son paroxysme dans les années 1880). Elle s'est trouvée simplement exacerbée, même par rapport à la Grande Dépression de 1880 qui a également frappé les contemporains et intrigué les historiens. Pourquoi la crise de 1929 a-t-elle été ressentie plus durement, même dans sa version agricole, y compris par référence à celle de 1880 ? Sans doute a-t-elle été plus largement « médiatisée », même si ce sont en fait les autres aspects de la crise qui ont frappé les imaginations : la débâcle boursière, la déroute bancaire, le naufrage de l'industrie et son cortège de chômeurs, ses effets politiques indirects, à commencer par le nazisme. Cependant, il y a d'autres raisons. L'agriculture était plus fortement intégrée dans les échanges et connectée par la révolution des transports, et elle était devenue plus « capitaliste », dans la mesure où le niveau du capital d'exploitation n'avait plus rien de commun avec celui des siècles antérieurs. L'industrie était incomparablement plus importante et mobilisait une main-d'œuvre vulnérable à la récession. Pour couronner le tout, l'exode rural apportait de moins en moins, et bientôt plus du tout, la bouffée d'oxygène qu'il pouvait constituer dans certaines périodes difficiles. Bien avant la crise, il avait commencé à ralentir aux États-Unis, les chiffres le démontrent, avant de succomber après 1929⁷⁶. Le marché du travail dans les villes et les industries avait cessé d'être « attractive », ainsi que le rappelle Giovanni Federico dans un remarquable euphémisme. Il ne pouvait plus absorber le trop-plein de main-d'œuvre en raison du chômage de masse, et/ou offrir des emplois adéquats aux travailleurs venus de l'agriculture, comme le pense Joseph Stiglitz.

76. USDA, 1941, tableau 678, p. 545.